

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
26 janvier 1977

No 611

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

CINQ NOUVEAUX ASSASSINATS FASCISTES EN ESPAGNE

SOLIDARITE AVEC LES HEROIQUES MANIFESTANTS ANTIFASCISTES

Le fascisme assassine toujours en Espagne.

Dimanche c'est un étudiant de 19 ans qui tombait sous les balles d'un individu qui, s'il s'est

partout en Espagne ce week-end comme tous les week-end ces derniers temps. Elles avaient essentiellement pour but d'exiger l'amnistie totale.

étudiante de 20 ans, Maria Jesus Ajera Julian devait décéder des suites de ses blessures, un autre étudiant est dans un état désespéré.

Lundi soir, au moment même où des terroristes fascistes faisaient de nouvelles victimes, en assassinant à la mitrailleuse des avocats progressistes dans leur étude (3 morts au moins), au moment où les masses espagnoles sont dans la rue pour affronter, au prix de leur sang, l'État fasciste espagnol, Carrillo, secrétaire général du faux Parti communiste espagnol, annonçait dans une interview à un journal allemand qu'il ne considérait plus Juan Carlos comme

une créature de Franco. De plus pour la première fois depuis 1936, le gouvernement et ses représentants de l'«Opposition démocratique» (PSOE, PSP, DC...) ont publié un communiqué commun condamnant «l'extrémisme politique qui, par la violence, essaie d'empêcher le processus en cours vers la normalisation démocratique».

Ainsi, Juan Carlos et les vieux fascistes d'une part, les amis de Mitterrand d'autre part, s'entendent pour tenter d'assimiler violence réactionnaire et violence révolutionnaire.

(Suite p. 2)

La candidature Chirac à la mairie de Paris

Giscard désavoue... giscard Inquiétudes de Marchais

C'est d'Arabie saoudite que Giscard a fait connaître son point de vue sur la décision de Chirac de se présenter à la mairie de Paris. Il a parlé de ce sujet de «division», de «rivalité personnelle» et d'«ambition». Le moins que l'on puisse dire est que ce ton est très différent de celui qu'il avait adopté il y a quelques jours lors de sa conférence de presse où il se vantait de la «diversité de la majorité». Cette prise de position est l'illustration des divergences qui animent les partis gouvernementaux.

Au centre de ces divergences, hormis les rivalités pour cet immense gâteau que constitue l'appareil d'État, se trouve la question de l'attitude à adopter à l'égard du PS.

Tandis que Giscard se prépare à une collaboration avec le PS au gouvernement, à la suite des législatives, Chirac, quant à lui, écarte une telle éventualité. Dimanche soir, parlant de Giscard, il déclarait : «A mon avis, dans cette hypothèse, il me paraît tout à fait exclu que son rôle puisse se poursuivre, en tous cas, de la façon dont il a été chargé de l'assumer par la majorité des Français».

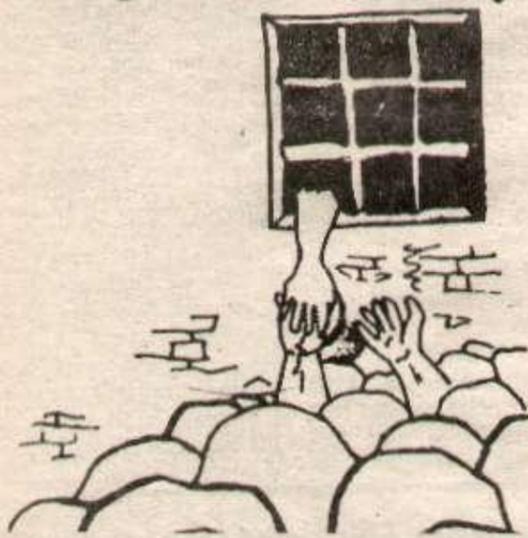
Une telle solution se solderait en effet par la mise à l'écart de l'UDR. Dans cette éventualité, Chirac se prépare à jouer le rôle de «l'opposition». Il n'est pas le seul à s'inquiéter d'une telle éventualité.

Dans une déclaration faite lundi après-midi, Marchais a cherché à présenter ces rivalités comme du «cinéma» et a déclaré : «Tous les moyens sont mobilisés pour accrédi-ter l'idée que les forces de droite seraient en proie à la division, à l'affrontement, voire au déchirement à la suite de la candidature de Jacques Chirac à la mairie de Paris... Non ; nous n'assistons pas à un conflit entre une droite plus libérale et une droite plus autoritaire. Non, la gauche ne doit pas contempler passivement ce spectacle en escomptant en tirer partie.»

A qui s'adressent ces paroles si ce n'est au PS qui, dans la perspective de 78, se prépare lui aussi à coopérer avec Giscard et le présente comme un «libéral». De toute évidence, Marchais s'inquiète de voir le PCF faire les frais d'une telle éventualité.

(suite p. 3)

AMNISTIA!



réclamé d'une organisation fasciste, pourrait en fait bien appartenir à la police espagnole. Arturo Ruiz Garcia participait à une manifestation à Madrid pour réclamer l'amnistie totale des prisonniers politiques. Celle-ci a été chargée et dispersée par les flics et c'est dans une des rues voisines que le jeune homme a été assassiné. Des manifestations ont eu lieu

A Barcelone, trois mille personnes ont manifesté lors de la libération de José Maria Palomas, un militant du Parti du travail d'Espagne.

Au chant de l'Internationale, la foule a affronté les forces de l'ordre franquiste qui tiraient à balles de caoutchouc. Selon le PTE, plusieurs personnes ont été blessées.

Lundi, pour répondre à une provocation des policiers qui étaient entrés sur le campus universitaire de Madrid, pour enlever des banderoles dénonçant l'assassinat d'Arturo Ruiz Garcia, deux mille étudiants se sont dressés contre la police. Du côté des manifestants, neuf personnes ont été gravement blessées, l'une d'elles, une

Egypte

La colère du peuple n'épargnera pas les principaux responsables

Le bilan exact des violentes manifestations populaires qui viennent de se dérouler en Egypte se chiffre à 79 tués, plus de 600 blessés et 1 300 arrestations.

A l'origine de cette véritable révolte populaire, la décision — promptement annulée — prise par le gouvernement égyptien de cesser de subventionner les produits de première nécessité, indispensables à la survie du peuple, tels que le pain, l'huile, le sucre, le riz, les fèves, la farine et le gaz butane ; décision qui se traduisait par des hausses brutales de 25 à 30 %, alors que le salaire minimum mensuel ne dépasse pas 120 F.

Devant cette subite aggravation des conditions de vie, quasiment misérables pour une bonne partie des 40 millions d'habitants du pays, la colère populaire a explosé. «Plutôt mourir sous les balles» criaient les manifestants en affrontant la police et l'armée, «puisque de toutes

façons nous devons crever de faim !»

De cette situation intolérable imposée au peuple, qui est responsable ?

C'est essentiellement l'impérialisme, et en particulier les deux superpuissances. Certes, en l'occurrence, la

bourgeoisie égyptienne au pouvoir s'est soumise aux exigences de l'impérialisme contre le peuple.

Car l'opposition réelle qu'elle affirme en certaines occasions, contre l'impérialisme et notamment le social-impérialisme, ne peut être conséquente en raison de sa nature qui la conduit à être hésitante et fluctuante dans cette opposition, qui lui interdit de pouvoir s'appuyer réellement sur le peuple. Cette bourgeoisie exploite sans vergogne ouvriers et paysans, les écrase d'impôts, spéculé sur tout.

prospère la bureaucratie (plus de 4 millions de fonctionnaires, soit 10 %

de la population, nettement privilégiés par rapport aux autres couches de la population), la corruption, l'incurie. Il n'est pas étonnant que ce soit dans les quartiers les plus populaires du Caire ou d'Alexandrie que les heurts aient été les plus violents. Pas étonnant non plus que la violence du peuple se soit exercée contre les cabarets de luxe fréquentés par la haute bourgeoisie égyptienne (tous ceux qui bordent la fastueuse «route des pyramides» ont été incendiés), ou contre les commissariats de police et autres symboles de la répression.

Mais pour désigner les principaux responsables de la misère du peuple égyptien, on ne saurait en rester là.

(suite p. 2)

La Chine

après

Mao Tse-toung

Article p. 8

Egypte

La colère du peuple n'épargnera pas les principaux responsables de sa misère

Suite de la p. 1

Comme tous les pays du tiers monde, l'Égypte a souffert de la féroce exploitation coloniale. Pour répondre aux exigences des impérialistes britanniques, les cultures vivrières ont été déséquilibrées en faveur des cultures industrielles, du coton et du jute.

Une longue histoire de pillage et d'oppression

Pour accroître la part exigüe des surfaces cultivables, l'Égypte, devenue indépendante, avait projeté la construction du barrage d'Assouan que devait financer la BIRD. (*)

Le refus de Nasser d'adhérer au «pacte de Bagdad» entraîna le veto américain et anglais sur ce projet (que l'URSS s'offrit alors à réaliser). En riposte, Nasser décida la nationalisation du canal de Suez et, en 1956, ce fut l'expédition impérialiste de Suez contre l'Égypte à laquelle prirent part Américains, Anglais, Français et sionistes.

La construction du barrage d'Assouan avait accru l'influence soviétique dans la région. Après 56, le boycott occidental de la livraison d'armes à l'Égypte la contraignit à se tourner, sur ce plan aussi, vers l'URSS. On sait à quelles conditions — exorbitantes — financières, matérielles et politiques, le social-impérialisme accorda son «aide» qui visait à ligoter le pays et à le rendre totalement dépendant de Moscou.

En 1966, alors que l'Égypte était engagée dans une coûteuse guerre avec le Yémen, Nasser, souhaitant déjà secouer le joug soviétique en diversifiant ses créanciers, s'adresse à nouveau à l'Occident pour obtenir des prêts par le truchement des organisations financières mondiales. Il lui est répondu qu'il doit d'abord annuler les subventions d'État déjà accordées à l'époque, aux produits alimentaires les plus nécessaires au peuple. Nasser qualifia ces conditions d'«équivalentes à un coup d'État» et les rejeta catégoriquement.

Guerres et inflation

C'est le même processus qui vient de se renouveler

sous le régime de Sadate. L'économie égyptienne est en effet durement frappée par 4 guerres successives contre Israël, guerres d'agressions contre les peuples arabes, fomentées par l'impérialisme et le social-impérialisme.

Depuis la «guerre des six jours» contre Israël, les Égyptiens ont payé en moyenne 66 % de leurs revenus annuels pour financer l'effort de guerre. On sait qu'une part importante de cette énorme somme (environ 16 milliards de livres) a été cyniquement empochée par Moscou, en échange d'un matériel délabré, hors d'état de fonctionner bien souvent.

tionales et aux pays occidentaux pour trouver les crédits indispensables.

Et ceux-ci lui ont fait la même réponse qu'autrefois à Nasser : «Assainissez» d'abord votre économie en supprimant les subventions aux produits alimentaires qui grèvent chaque année le budget de l'État de plus de 5 milliards de francs.

Les «experts» des pays occidentaux, par ailleurs, ne pouvaient pas ignorer que le gouvernement se heurterait ainsi à une violente riposte populaire. Ils espéraient sans doute aussi que, placé dans une situation plus difficile, il se montrerait alors plus docile.



Le peuple égyptien ne se laissera pas intimider

Aujourd'hui l'économie égyptienne, profondément endettée, a d'urgence besoin de 20 milliards de dollars pour les prochaines 5 années. Nixon, au cours d'une visite en 1974, en avait promis 1,7 (moins que l'Arabie Saoudite et les États du Golfe qui ont déjà fourni 2 milliards de dollars d'aide à l'Égypte).

De ces dollars, l'Égypte n'a jamais vu la couleur, le Sénat ayant opposé son veto à l'engagement pris par Nixon.

Dans le même temps, le Kremlin s'obstine à réclamer jusqu'au dernier sou les dettes qu'il a imposées à l'Égypte, refusant même de lui accorder la moindre facilité de paiement dans le temps.

Des conditions dictées par l'impérialisme

A nouveau Sadate s'est donc adressé aux organisations financières interna-

Ce qui est particulièrement cynique quand on sait que l'économie égyptienne a été rendue exsangue notamment par les ponctions impitoyables exercées par l'URSS en échange de sa camelote militaire !

Et de conclure que «trop de gens en Égypte connaissent les avantages de la coopération avec l'URSS et les autres pays socialistes. Cette coopération signifiait pour l'Égypte le progrès dans beaucoup de domaines, servait et sert encore les intérêts nationaux du pays, et spécialement les intérêts des travailleurs égyptiens».

Faut-il ajouter que, même dans un pays comme le nôtre, l'impérialisme américain est bien, pour une part importante, à l'origine de l'inflation et de la hausse des prix. A plus forte raison l'impérialisme exporte-t-il ses difficultés économiques dans un pays du tiers monde comme l'Égypte où il est aussi le responsable principal des 250 % d'inflation de ces 5 dernières années.

Quant à l'URSS, pas encore remise du coup sévère que fut pour elle la rupture par Sadate de son prétendu «traité d'amitié soviéto-égyptien», elle ne manque pas de se réjouir bien haut des difficultés de l'Égypte.

Venimeuse, «la Pravda» de samedi écrivait que «l'Égypte consomme beaucoup plus de biens qu'elle n'en produit, et (que) la réorientation de la nation vers l'Occident a causé un grand déficit de la balance commerciale».

Turquie

Liberté pour Kemal Dogan !

Le tribunal militaire d'Istanbul vient de condamner Kemal Dogan, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire révolutionnaire Halkin Sesi (la Voix du peuple) à un an de prison ferme.

Kemal Dogan a été jugé illégalement par un tribunal militaire parce que, dans l'hebdomadaire Halkin Sesi avait été publiée une lettre dénonçant les activités du parti fasciste d'Action Nationale dans l'armée.

Une campagne a été lancée par les démocrates, patriotes et révolutionnaires en faveur de Kemal Dogan. Des milliers de signatures demandent sa libération immédiate.

Le gouvernement de Front Nationaliste tente par l'intermédiaire de ses tribunaux et en empêchant la distribution d'Halkin Sesi d'arrêter la diffusion d'in-



formations justes au sein des masses populaires turques.

Nous protestons contre cette répression qui s'abat sur la presse révolutionnaire turque et exigeons la libération immédiate du camarade Kemal Dogan.

Des lettres et pétitions de protestation peuvent être envoyées à l'adresse suivante : PK 1103- Karakoy-Istanbul (Turquie).

Espagne

Les fascistes assassinent toujours

Suite de la p. 1.

Le gouvernement espagnol, héritier du franquisme coupable de dizaines de milliers d'assassinats, de meurtres et de tortures à l'égard des peuples d'Espagne, ne s'est maintenu et ne se maintient au pouvoir qu'avec le recours quotidien à la violence policière et militaire. Et il se trouve de soi-disant opposants, hommes de «gauche», pour joindre leurs voix à celle de Juan Carlos afin de blanchir la terreur fasciste et de condamner la légitime auto-défense des travailleurs révolutionnaires.

Les seuls ennemis de la démocratie en Espagne, ce sont ces gens qui n'ont jamais hésité à faire tirer sur des manifestations, qui nourrissent et protègent les bandes fascistes ; ce sont également ces prétendus

démocrates, socialistes et les révisionnistes complices qui, lorsque la police tire, assassine ou torture, condamnent les victimes et les qualifient d'extrémistes ou de provocateurs (comme ils le faisaient déjà du temps de Franco).

Une fois de plus les peuples d'Espagne apprennent au prix de leur sang à reconnaître leurs amis et leurs ennemis. Trempés par des années de terreur fasciste, les travailleurs d'Espagne savent que sans la violence révolutionnaire des masses on ne peut en finir avec l'oppression et l'exploitation. C'est une leçon précieuse qui appartient à l'histoire révolutionnaire des peuples d'Espagne et que ni les balles ni les traîtrises des bourgeois de «gauche» ne pourront anéantir.

Luttes étudiantes en Côte-d'Ivoire

Les étudiants de l'université d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire, sont en grève depuis le 6 janvier pour protester contre l'expulsion de l'université de 6 de leurs camarades. Suite à l'occupation du campus par la troupe, les étudiants se sont mobilisés massivement et des heurts ont eu lieu. Actuellement, près de 2 000 étudiants qui ont été arrêtés lors des manifestations, sont encore gardés dans les camps militaires.

L'Union nationale des étudiants et élèves de Côte-d'Ivoire (en France) nous a fait parvenir un communiqué dans lequel elle appelle :

— tous les patriotes travailleurs des villes et des campagnes à protester contre l'occupation de l'université et l'incarcération forcée de plus de 2 000 étudiants, à demander la libération de tous les étudiants et la réintégration des exclus.

— les intellectuels progressistes et démocrates en Côte-d'Ivoire à exiger la satisfaction des justes revendications des étudiants.

— les enseignants à soutenir, par le mouvement de grève, les étudiants en lutte.

L'UNEECI exige, de plus, le retrait immédiat de l'armée du campus universitaire.

*BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le développement

nouvelles intérieures

A Toulouse, ville jumelée avec Tel-Aviv

Halte aux crimes et aux mensonges sionistes

Le 13 janvier à Toulouse, plus de 400 personnes ont manifesté à l'appel des communistes marxiste-léninistes de France et de nombreuses organisations anti-impérialistes françaises et étrangères pour exiger que les assassins de Mahmoud Saleh soient poursuivis et punis et que soit interdite la projection des films sionistes «Raid à Entebbé» et «Vic-

Tandis qu'un cordon de police protégeait ces cinémas, les manifestants, poings tendus, scandaient «film sioniste, film fasciste, interdiction», «Entebbé, les sionistes sont les terroristes», «Entebbé interdiction sinon nous reviendrons».

Puis, la manifestation s'est rendue place du Capitole en scandant : «la



toire sur Entebbé» qui inondent la ville de propagande mensongère.

Sur le parcours, la manifestation s'est arrêtée plusieurs fois devant les cinémas qui projettent ces films sionistes.

guerre du peuple est invincible», «Palestine vaincra», «Saleh, Hamchari, le combat continue», «Entebbé interdiction, sinon nous reviendrons».

Un message a été porté à la mairie pour demander l'interdiction des films.

A Paris au cinéma Rex

Action de protestation contre le film sioniste «Raid sur Entebbé»

D'après une dépêche de l'Agence France Presse, plusieurs vitrines du cinéma Rex, boulevard Bonne Nouvelle, ont été brisées lundi dans la soirée.

Un groupe anti-impérialiste a revendiqué cette action par téléphone pour exprimer «sa protestation contre ce film à la gloire

de ceux qui pratiquent le terrorisme à grande échelle et qui ont assassiné récemment le militant palestinien Mahmoud Saleh.»

Cette action intervient après d'autres ayant eu lieu ces dernières semaines contre plusieurs cinémas parisiens projetant ce film fasciste.

Giscard désavoue... Giscard Inquiétudes de Marchais

(suite de la p. une)

Autour de ces rivalités, se dessinent les différentes tactiques des partis bourgeois dans la perspective de 78, chacun cherchant à préserver ses positions.

Sans aucun doute, ils vont par mille moyens chercher les

uns et les autres à se donner une image destinée à duper les masses. C'est pourquoi, plus que jamais, il importera que les travailleurs luttent pour leurs propres intérêts, de façon indépendante contre ces divers défenseurs du capitalisme.

Municipales

Les trotskystes partants pour la course aux strapontins

Les trotskistes de la LCR (Krivine), de Lutte ouvrière (A. Laguiller) et de l'OCT (ex-Révolution-GOP) tenaient une conférence de presse lundi matin pour présenter leur plate-forme commune pour les municipales.

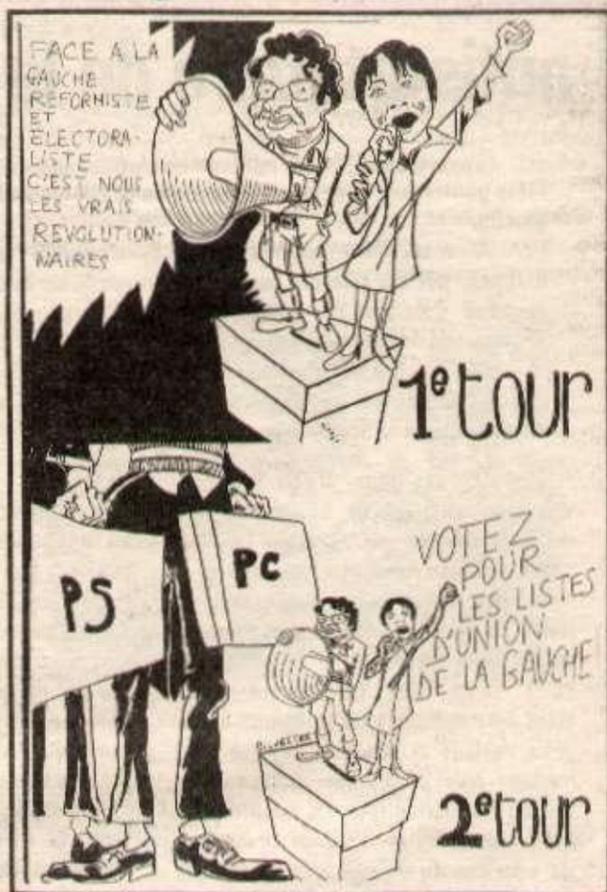
Après s'être accordés des brevets de vrais révolutionnaires, après avoir dit que nous, les communistes marxistes-léninistes de «L'Humanité rouge», ne faisons pas partie de ce qu'ils appellent «extrême-gauche révolutionnaire» (très heureux, effectivement, nous n'avons strictement rien à faire avec ces gens-là), ces messieurs et dames nous ont expliqué que des travailleurs et des jeunes de plus en plus nombreux et combattifs ne faisaient plus confiance au Programme commun et à ses signataires (ce en quoi ils n'ont pas tort) et que les vrais révolutionnaires (c'est eux !) devaient proposer à ces travailleurs de s'unir autour d'eux pour... voter Programme commun seulement au second tour. Et c'est en effet bien ça le trotskisme, sous une phraséologie d'ultra-gauche, cela a toujours consisté à tenter de replacer la classe ouvrière quand elle prend conscience de ses intérêts véritables et

rejette les traîtres révisionnistes, sous la direction idéologique et politique de la bourgeoisie.

Ainsi, on dit dénoncer l'électoratisme, mais on se présente à toutes les élections, on dénonce le PC-PS comme réformistes, mais on appelle à voter pour eux.

Ce n'est pas pour rien qu'en 1914, dans «Sur la violation de l'unité au cri de vive l'unité», Lénine écrivait déjà au sujet des divers agissements de Trotski et de ses partisans, tirant le bilan de plusieurs années d'expérience de lutte : «De tels types sont caractéristiques, en tant que débris des groupements et formations historiques de la dernière période, alors que la masse ouvrière russe était encore en léthargie et que chaque groupe pouvait s'offrir le luxe de se présenter comme un courant, une fraction, une puissance» négociant son union avec une autre.»

On s'aperçoit facilement que les trotskistes n'ont pas tellement changé depuis que Lénine dénonçait leur ancêtre. Aujourd'hui, ils se proposent d'échanger les 1 ou 2 % de voix qu'ils peuvent espérer, contre la considération des révisionnistes et des



sociaux-démocrates, et qui sait, peut-être un jour, contre un strapontin ministériel.

Le peuple et la classe ouvrière de France n'ont rien à attendre de ces traîtres et toute illusion à ce

sujet serait extrêmement dangereuse. Les trotskistes sont et ont toujours été les ennemis acharnés des véritables communistes et des intérêts du prolétariat, et ils doivent être combattus comme tels.

Municipales (Marseille)

LES MASSES OUVRIERES ET POPULAIRES SE BATTRONT POUR LEURS SEULS INTERETS

Les masses ouvrières et populaires se battent pour leurs seuls intérêts

Loin de disparaître durant cette campagne électorale les militants se réclamant du PCMLF, les marxistes-léninistes et tous ceux qui refusent les diverses solutions bourgeoises doivent être pleinement à l'offensive. Ils ne doivent pas laisser le champ libre aux diverses forces bourgeoises qui veulent endormir les masses en ne parlant qu'élections.

Au contraire, ils doivent s'appuyer sur la combativité grandissante des masses pour la développer et la transformer en force consciente capable de déjouer les pièges de l'ennemi de classe (des partis au pouvoir jusqu'au P«C»F et aux trotskystes).

La tâche est double : — dénoncer les opérations politiques de la bourgeoisie.

— mobiliser les masses en dehors et contre les élections bourgeoises, pour leurs véritables intérêts de classe.

Dénoncer, c'est d'a-

bord enquêter pour connaître les points particulièrement significatifs de la gestion bourgeoise des uns et des autres; nous appelons à enquêter de façon approfondie et recueillir aussi bien des dossiers que des anecdotes.

Ces enquêtes doivent permettre la constitution d'un livre blanc. Ce livre blanc sera une arme politique pour bien montrer à partir d'exemples précis que les divers candidats à quelques détails près font la même politique.

A Marseille par exemple, le métro fera l'objet d'un dossier. Le métro, ouvrage de prestige de Defferre, ne facilitera guère les déplacements des travailleurs, mais il aura coûté des morts et aggravé la fiscalité locale.

A Aubagne, les révisionnistes du P«C»F contre la démocratie la plus élémentaire avantagent certains de leurs amis, la population de Septèmes murmure que le maire P«C»F s'est livré à des opérations douteuses, etc.

Tout cela devra être dit, dénoncer ne suffit pas,

il faut mobiliser les masses à partir de leurs intérêts de classe. Tous les partis bourgeois sont favorables à une «démocratie» de notables qui exclut le peuple et est propice aux tripatouillages conformes aux intérêts de la bourgeoisie. Nous ne voulons pas être candidats à la gestion de l'Etat bourgeois et devenir de petits notables «révolutionnaires».

L'abstention n'est pas toujours une position facilement admise. On entend souvent : puisqu'on a le droit de voter, pourquoi s'abstenir ?

Parce qu'aujourd'hui il y a beaucoup plus important à faire et que les élections servent de miroir aux alouettes.

Tout ce que la classe ouvrière et le peuple ont obtenu, ils l'ont obtenu par la lutte. Aujourd'hui la seule démocratie efficace pour les masses est la démocratie dans l'organisation de leur combat contre l'ennemi de classe : assemblées de travailleurs dans les usines, assemblées de grévistes, assemblées de quartier sur une revendication précise... Les masses populaires

n'ont pas à déléguer leur pouvoir pour gérer l'Etat bourgeois.

Elles ont mieux à faire, elles ont à se mobiliser pour exiger que leurs revendications de classe soient satisfaites. Les revendications sont particulièrement urgentes et pressantes dans une période où la bourgeoisie monopoliste, qu'elle soit de «droite» ou de «gauche», veut faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs.

Les licenciements se multiplient, les prix montent, les salaires stagnent, la répression s'aggrave...

Face à la politique d'exploitation :

Union, action, n'attendons rien des élections !

Ni plan Barre, ni Programme commun, action révolutionnaire des masses !

Unissons-nous toujours plus nombreux sur cet objectif !

Les travailleurs ont mieux à faire que de voter pour divers candidats bourgeois.

Ils ont à lutter classe contre classe pour faire triompher leurs revendications renverser le capitalisme et instaurer la dictature du prolétariat !



schwinn (Hénin-Beaumont)

Encore une exclusion antistatutaire de la CGT

Encore une fois, un militant révolutionnaire est exclu de la CGT pour ses idées politiques ; encore un exemple de la « démocratie » à la sauce de la fausse gauche.

C'est en allant réclamer sa carte syndicale CGT pour 1977 qu'un camarade a appris, par un délégué, que la section syndicale avait décidé de ne plus la lui remettre. Cela sans demander l'avis des ouvriers en assemblée générale, sans que le camarade en soit même prévenu.

Motif : il a distribué des tracts politiques à la porte de l'usine exprimant le point de vue des communistes marxistes-léninistes de France sur la lutte syndicale menée à la Schwinn par les délégués CGT.

Derrière ces faits, il ne faut pas voir une querelle de chapelles, mais la manifestation du caractère antagonique entre la ligne prolétarienne et la ligne bourgeoise (représentée dans la classe ouvrière par ceux qui appliquent la politique révisionniste des dirigeants PCF). Cette lutte traverse inévitablement les syndicats ; les dirigeants bourgeois veulent se servir de ceux-ci pour imposer leur programme politique de gestion du capitalisme. La mesure prise par les responsables CGT de la Schwinn est une mesure de répression politique envers un camarade qui refuse la mystification du Programme commun de la fausse gauche.

Il s'agit bien d'un problème de ligne politique. Ce qui est reproché au camarade, ce sont ses opinions politiques : affirmer que jamais les patrons ne se laisseront prendre pacifiquement le pouvoir par la voie des élections, que seule la mobilisation des masses populaires en vue d'une révolution violente permettra aux travailleurs de prendre le pouvoir, que seule la dictature du prolétariat permettra de garantir le jeune pouvoir des ouvriers et des paysans dans une France socialiste : c'est TOUT CELA qui est intolérable aux partisans du Programme commun et c'est pourquoi ils tentent par tous les moyens de museler les aspirations révolutionnaires des ouvriers. Tel est leur programme aujourd'hui et cela nous en promet autant et plus si le pouvoir leur est donné.

Une pétition, citant notamment 2 paragraphes du préambule des statuts

de la CGT — sur la liberté d'opinion — et en exigeant leur respect, a été signée en une seule matinée par plus de 70 ouvriers (sur 150 à 200). La CGT est majoritaire, mais n'arrête pas de perdre des cartes.

Les ouvriers ne se sentent pas défendus par de tels délégués et sont révoltés quand il leur est répondu que s'ils ne sont pas heureux ils n'ont qu'à prendre leur compte.

Vendredi et samedi, était diffusé un tract de l'Humanité rouge, répondant du tac au tac à cette mesure antistatutaire, antidémocratique et antisyndicale des partisans du Programme commun dans le syndicat.

Dans l'usine, il n'y a pas de cellule du PCF. Mais, même si tous les délégués ne sont pas au PCF, c'est bien une ligne révisionniste qui passe, par exemple, « Liberté », le journal révisionniste du Nord-Pas-de-Calais est présenté comme le journal de la CGT.

L'esprit est de plus en plus à la lutte, les travailleurs prennent de plus en plus conscience de la nécessité de s'organiser réellement sur des bases de classe contre le patron. C'est pourquoi nous travaillons à montrer la nécessité de s'organiser dans le syndicat sur de justes positions de classe et à rejoindre le Parti communiste marxiste-léniniste. Il faut lutter contre le révisionnisme à la fois sur le terrain des revendications, dans le cadre de la lutte de classe contre classe, et aussi sur le terrain politique pour préparer la révolution violente.

Il faut que la classe ouvrière refuse la tutelle révisionniste.

CIT Alcatel (Arcueil et Montrouge)

Rejeter les idées fausses encourager les idées justes

A la CIT-Alcatel (du groupe CGE), le patron, en vue d'accroître ses profits, se prépare à licencier plus de 200 travailleurs (sur 1 800) et à réduire les salaires en ramenant l'horaire de 42 heures à 40 heures sans compensation.

S'opposer aux manœuvres de division, renforcer l'unité pour la lutte : voilà la volonté qu'expriment les ouvriers combattifs.

Il s'agit pour l'instant de permettre aux travailleurs de rejeter les idées fausses (le pessimisme, le défaitisme, l'individualisme, le refus de l'unité entre travailleurs fixes et intérimaires) tout en encourageant les idées justes (on ne doit accepter aucun licenciement. Du travail pour tous et sur place. Déblocage de l'embauche. Embauche des intérimaires. D'accord pour les 40 heures payées 42 h 1/2. 2 300 F mini. 400 F pour tous).

Le nombre de travailleurs qui se heurtent à la volonté de la bourgeoisie de leur faire payer la crise s'accroît continuellement dans la région (Arcueil, Bagneux, Montrouge).

Les licenciements prévus se chiffrent à plusieurs centaines (Huré à Bagneux, Draeger, compteurs Schlumberger à Montrouge, CIT-Alcatel à Arcueil et Montrouge).

L'embauche est bloquée partout ; dans les Hauts-de-Seine, il y a plus de 50 000 chômeurs.

Pendant ce temps, que font les directions syndicales CGT et CFDT ? Elles refusent tout simplement de soutenir, d'organiser la lutte nécessaire contre la bourgeoisie, contre le plan Barre. Elles s'efforcent de détourner la combativité des travailleurs en direction du soutien au Programme commun et à l'Union de la bourgeoisie de gauche.

Alors que les patrons licencient, réduisent les salaires, aggravent les conditions de travail, la préoccupation majeure des pontes confédéraux CFDT est de faire pression sur les sections syndicales pour qu'elles abandonnent le terrain de la lutte de classe, d'éliminer tous les militants qui dénoncent le Programme commun comme étant un programme de sauvetage du capital.

Les révisionnistes du PCF et de la CGT n'hésitent pas à prétendre que si les patrons licencient à Montrouge, c'est à cause du maire réactionnaire.

Les travailleurs ne sont pas dupes de ces manœuvres et demandent si les 500 licenciements de travailleurs de chez Huré sont dus à Ravera, maire révisionniste de Bagneux ?

En fait, les dirigeants révisionnistes et réformistes sont des farouches défenseurs du système capitaliste.

Correspondant HR et des travailleurs de la CIT.

Licenciements dans le groupe Printemps

Le 19 janvier, les directions locales annonçaient lors de comités d'établissement le licenciement de 900 personnes dans le groupe Printemps. Ce groupe comprend un certain nombre de sociétés dont la SOFRAMAP, Printemps SA, les Prisunic.

Aucune précision n'a été donnée sur les endroits où seront effectués ces licenciements et l'information n'a été faite qu'après coup au comité central d'entreprise. En plus des licenciements,

sont prévus par la direction 1 000 départs à la retraite anticipée obligatoire à 57 ans et demi ; un certain nombre de mutations là aussi obligatoires qui se traduiront par des démissions que la direction qualifiera de départs volontaires.

Les sections syndicales CFDT du Printemps et de Prisunic évaluent ainsi à 2 500 le nombre réel de suppressions d'emploi prévus. Il faut savoir que les travailleurs en pré-retraite forcée ne toucheront qu'une partie de leur salaire, 90 % en principe la première année (pourcentage décroissant par la suite). Lors de la réunion du comité central d'entreprise le 20 janvier, la direction a consenti à donner quelques précisions sur ses intentions : fermeture du 3e étage du Printemps à Créteil,

fermeture complète du Prisunic Rosny II, suppression d'emplois à la SAPAC.

C'est dès maintenant que la riposte doit bien évidemment s'engager et au niveau de tous les établissements pour exiger le maintien du travail sur place. La bataille s'annonce difficile compte tenu de l'éparpillement du personnel dans divers magasins. Mais il faut frapper à la caisse, empêcher les magasins de continuer à vendre pendant que des milliers d'employés seront licenciés ouvertement ou de manière camouflée.

Nous apprenons que pour l'instant un appel à la grève pour une heure de 15 h à 16 h dans tous les établissements du groupe vient d'être lancé pour le mardi 25 ...

Marché international St-Charles (Perpignan)

UNE EXPLOITATION EHONTEE

Au marché International St Charles de Perpignan, l'exploitation des ouvriers dépasse tout ce que l'on peut imaginer.

Journées de travail de 10 h à 15 h, voire 17-18 h, contrats d'embauche bidon, licenciements abusifs, heures supplémentaires non payées, absence de protection syndicale, lois sociales bafouées en permanence.

Les exploités, ce sont les patrons des 50 boîtes qui occupent le marché,

mais aussi l'entreprise de travail temporaire «Perpignan Intérim» qui se fait du «beurre» sur le dos des salariés.

Ses 300 manutentionnaires leur font faire de bons bénéfices... Voyez-vous, elle reçoit 14 F par tonne par personnes et ne paie que 5,20 F la tonne...

L'OS du cageot fait en moyenne de 15 tonnes/jour, plus de 300 tonnes au mois, pour des salaires en-dessous du SMIC.

Ici on «use» les personnes et dès qu'elles ont été bien pressurées, elles repartent, malades, à moins qu'on ne les aient déjà mises à la porte. Et tous les mois, ça reprend avec de nouveaux venus, grâce aux contrats bidons.

Face à cette exploitation éhontée, c'est le silence de l'Inspection du Travail, le silence des partis de «gauche», les timides réactions des syndicats qui ne veulent pas trop se mouiller.

Mais à St Charles cela va bouger, on va s'organiser, afin de mettre au pas la mafia de ces patrons de l'import-export. Les manutentionnaires ont déjà organisé des mouvements de grève, des procès en prud'hommes en cascade vont venir à échéance, une grande campagne d'information est lancée afin de lever le boycott de la presse locale.

Le comité ouvrier de St Charles.





la France des luttes

Rennes

La sécheresse n'est pas finie pour les petits paysans

Dernièrement la flambée des prix des légumes a été l'occasion d'une nouvelle campagne contre les petits paysans.

Le gouvernement a cherché à les rendre responsables des hausses actuelles et à détourner contre eux le mécontentement des ouvriers.

Et il est fréquent d'entendre, dans les magasins d'alimentation : « Il y a eu l'impôt sécheresse et maintenant il va falloir sans doute payer un impôt pour le froid ou la pluie. »

C'est vrai que depuis quelques mois il y a trop de pluie et des gelées assez fortes, mais ça n'explique pas les hausses actuelles de grande ampleur. En tout cas les petits paysans n'y sont pour rien et on peut même dire que pour eux la sécheresse n'est pas finie. Des petits paysans du coin de Dinan (Côtes-du-Nord) me le disaient récemment : « C'est maintenant que ça commence pour nous la sécheresse : il n'y a presque plus de foin, l'ensilage de maïs est bien entamé (et les tas étaient bien plus maigres que les années passées), les choux, c'est pareil, on est obligé d'épargner... Et aujourd'hui la tonne de foin coûte 800 F et on ne va pas loin avec une tonne de foin ! »

Quant au fameux « impôt sécheresse » on peut en parler ! Comme le disaient ces petits paysans : « Jusqu'ici on a touché 200 F par vache. Or quand on fait le calcul, on s'aperçoit qu'on est loin du compte : il faut compter au moins 600 l de lait par vache en moins (de juillet à octobre), ça fait 540 F de perte; il faut compter au moins 40 kg de foin par vache en plus que d'habitude soit environ 320 F et à peu près 300 kg d'aliment par vache, soit 340 F, c'est-à-dire qu'en gros, on perd au moins 1200 F par vache ! »

Et encore là-dedans on ne compte pas qu'il fallait mener de l'eau tous les jours aux bêtes : au moins 2 h de boulot supplémentaire et payer l'eau quand tous les puits étaient à sec... Autant dire qu'avec ses 200 F, Giscard il se fout de nous.

Quant au « maintien du pouvoir d'achat » comme dit Barre, les petits paysans, tout comme les ouvriers, en savent quelque chose.

Écoutez-les : « J'ai acheté un tracteur en 1969, pour le payer j'ai dû vendre 150 porcelets. J'ai dû le changer en mai 1976 : pour avoir en tracteur de même puissance, j'ai dû vendre 280 porcelets. Et si j'avais dû l'acheter ce mois de janvier 1977, eh bien c'est 400 porcelets que j'aurais dû vendre !!! »

Barre peut causer, la vérité est là ! Et quand en plus, des gens comme Bonnet se permettent d'accuser les petits producteurs et les rendre responsables de la hausse actuelle, on peut dire qu'ils ne manquent pas d'air !

Non ce ne sont pas les petits paysans qui sont responsables de la hausse des prix. C'est le système capitaliste le coupable, le système qui accroît l'exploitation des ouvriers et l'appauvrissement des petits paysans. Et ils sont de plus en plus nombreux les ouvriers et les petits paysans dans le coin de Dinan comme ailleurs qui se rendent compte de cette réalité et que c'est par l'alliance du marteau et de la faucille qu'on en finira avec cette société de misère où seule une poignée de bourgeois s'enrichit et profite.

Un lecteur

Les tanneurs du Puy (Haute-Loire)

A L'OFFENSIVE

Depuis l'annonce des 172 licenciements, il y a deux mois, les tanneurs organisent de multiples formes d'action.

Il y eut, courant décembre, une manifestation énergique au Conseil municipal du Puy. Les manifestants quittent les lieux en chantant l'Internationale.

Le 15 décembre : manifestation interprofessionnelle groupant 2 000 personnes. La manifestation se termine devant un magasin qui licenciait une partie du personnel suite à une mouvement de grève pour leurs revendications. Le patron pris de peur réintègre tous les licenciés.

Depuis les actions se succèdent :

— **Vendredi 14 janvier** : occupation du bureau de la main d'œuvre et séquestration du directeur général des Tanneries pendant 12 heures. Les tanneurs ont exigé du directeur de la main d'œuvre les listes des licenciés qui furent brûlées au milieu de la chaussée.

Lundi 17 janvier : Tous les tanneurs entrent dans la mairie, obligent le maire à prendre position contre les licenciements et ont conduit celui-ci au bureau de la main d'œuvre pour plaider contre ceux-ci auprès du directeur.

Vendredi 21 janvier : jour de la réunion du Conseil d'administration des Tanneries, le Puy s'est transformé en ville morte, tandis que sonnait le tocsin.

3 000 personnes manifestaient leur opposition aux licenciements, ce qui ne s'était jamais vu au Puy, même en 1968.

Les mots d'ordre étaient : — Non aux licenciements.

neur tandis que les gardes mobiles, le mousqueton à l'avant, prenaient position prêts à intervenir.

Là, un meeting vibrant s'improvisait. Les manifestants quittèrent les lieux



Les manifestants dans la cour de la Préfecture.

— **Travailleurs-tanneurs-chômeurs-solidarité.**

— **Travailler et vivre au pays.**

— **Du travail pas des flics.**

La manifestation se termina devant la Préfecture. Profitant de l'ouverture d'une porte pour une délégation, les ouvriers pénétrèrent de force dans la cour d'hon-

en chantant l'Internationale et aux cris de : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » et « Tous unis, nous vaincrons ».

Ceci n'est effectivement qu'un début, les tanneurs sont fermement décidés à continuer l'action pour l'annulation totale des licenciements.

Correspondant HR

Irrifrance (région de Pézenas)

OUVRIERS, EMPLOYÉS UNIS DANS LA LUTTE

Comme chaque année, les revendications entraînent des luttes à Irrifrance (à Paulhan), usine d'irrigation. Cette année sera peut-être plus ardue, la direction se réfère au plan Barre.

Le syndicat CGT est le plus influent alors que la CFDT est très minoritaire et suiviste.

Lors d'une première assemblée générale, les délégués du personnel CGT/CFDT proposaient 10 % d'augmentation au 1er février, plus l'échelle mobile (moyenne des cinq indices), 2 % de pouvoir d'achat, la cinquième semaine de congés payés.

Mais les travailleurs, pas d'accord sur l'augmentation en pourcentage, ont déterminé qu'ils voulaient 250 F pour tous.

Après la première entrevue, les délégués n'ont rien obtenu. La direction ne veut pas entendre parler d'augmentation uniforme de salaires. La négociation aboutit sur des pourcentages. A leur retour, les délégués, sous la pression des travailleurs sont obligés de reprendre la revendication première : l'augmentation uniforme des salaires votée presque à l'unanimité.

Nous avons appris que certains agents de maîtrise avaient été augmentés de 500 à 1 250 F de plus par mois. Cette injustice

voulue par la direction a déterminé encore plus les travailleurs dans leur juste lutte. Réflexion des travailleurs : « Le plan Barre n'existe que pour les ouvriers ».

Nous sommes en grève depuis le jeudi 20 janvier. Les négociations ne sont pas rompues mais n'avancent pas. Les ouvriers sont fermement déterminés à continuer la grève, jusqu'à l'obtention de leurs revendications. Le personnel dans son intégralité, fait grève (400 ouvriers/employés environ). Même tout le personnel de bureau, employés et secrétaires qui habituellement ne suivait pas le mouvement font grève.

Travailleurs titulaires et saisonniers (sous contrat de 6 mois, période de travail la plus intense) luttent ensemble pour la première fois.

Vendredi, les camions ont continué à être chargés par les agents de maîtrise et les cadres. Un cadre conduisait un élévateur. Sous la pression des travailleurs le cadre fut contraint d'abandonner ce travail.

Dans la soirée, après discussion avec les représentants des agents de maîtrise, ceux-ci décidèrent de rester dans leur bureau respectif. La grève continue.

Un ouvrier.

Centre FPA de Bègles

Lutte victorieuse des stagiaires

Certains moniteurs refusent le rôle répressif que veulent leur faire jouer les directions des centres. Mais nous devons dénoncer les larbins de la bourgeoisie dont le rôle a été particulièrement mis en lumière dans le licenciement de 10 stagiaires de Montauban (voir notre article précédent).

Tout cela se passe à Bègles aussi où à chaque réunion de délégués stagiaires avec (plutôt contre !) la direction, les délégués du personnel CFDT se retrouvent main dans la main avec la direction. Ce que Pallut, prof délégué au CE FPA à Paris, répond aux stagiaires : « Je suis syndiqué moi aussi, mais vous, vous êtes des rigolos ! ». « Il faut attendre 78 ! »

La lutte victorieuse contre l'augmentation des tickets de repas

Alors que du fait de l'aggravation de la crise capitaliste, les prix des denrées

alimentaires augmentent en flèche, la direction comme chaque trimestre convoque la commission restaurant (cette commission est une commission participation-bidon qui a pour but d'entraîner les stagiaires à collaborer, à les dresser contre le personnel des cuisines). Le tout est d'entériner la hausse du prix des tickets de repas

En Aquitaine, cette augmentation est déjà passée dans les faits (Cauderan, Capbreton), A Bègles, face à cela, la section syndicale CGT appelle les stagiaires à

se mobiliser contre la hausse, refusant ainsi de faire les frais de la crise.

Une première action, la diffusion d'un tract appelant à refuser la hausse, conséquence de la crise capitaliste, à refuser d'en faire les frais, est diffusé.

Dans un 2e temps, il est décidé de boycotter l'élection des délégués à la commission restaurant. Cette action a été un franc succès : sur 15 délégués venus participer à cette élection, après discussion sur le mot d'ordre de boycott, aucun n'a accepté de participer à cette mascarade. Ils montraient ainsi le refus des stagiaires de faire les frais de la crise, de participer à la collaboration de classe, de se soumettre à Bergerot et Gerbaut.

Cette action n'était qu'un début à une action plus large prévue par les stagiaires mais elle a suffi ! Pas d'augmentation des tickets de repas !

La bourgeoisie veut faire payer aux travailleurs les frais de sa crise, ils ne l'acceptent pas !

Là où les travailleurs s'organisent et se lèvent pour la lutte classe contre classe, la victoire est possible !

Les travailleurs n'ont rien à attendre ni du plan Barre, ni des révisionnistes et des réformistes, adeptes du Programme commun, dont on vient de voir avec quel zèle ils défendent les intérêts de la bourgeoisie contre les stagiaires !

Des stagiaires FPA de Bègles.



Hôpital Pitié-Salpêtrière

L'amélioration des conditions de travail concerne l'ensemble des travailleurs

La conférence de presse organisée la semaine dernière par la section CFDT du groupe hospitalier le plus important de France a particulièrement souligné le manque d'effectifs. Par rapport au «cadre budgétaire» lui-même, pourtant bien au-dessous des besoins, il manque 277 diplômés, 110 non diplômés. Le manque d'infirmiers a des conséquences particulièrement sérieuses, mais comme l'a souligné une infirmière on ne peut le dissocier du manque d'agents hospitaliers, aides soignants, garçons et filles de salle.

Quand il n'y a qu'un seul garçon de salle pour deux ou quatre salles comme cela arrive parfois il est évident que les examens spécialisés qui nécessitent d'amener le malade au laboratoire ou à la radio seront faits avec retard. Le manque d'effectifs entraîne des conditions de travail qui nuisent aux soins, même dans certains cas à la sécurité des malades. Les cadences accélérées sont l'une des raisons importantes pour lesquelles le «personnel» n'est pas toujours aussi attentif que les malades le souhaiteraient à leurs demandes. C'est que les travailleurs font passer en priorité les soins médicaux les plus indispensables. Et si il arrive parfois que d'autres tâches ne soient pas accomplies, par exemple la propreté des salles laisse à désirer. Ce n'est pas par négligence mais faute de moyens.

Des conditions de travail qui usent la santé

Les travailleurs hospitaliers ne sont pas plus privilégiés de ce point de vue que les autres. Un médecin a fort bien expliqué comment l'«absentéisme» dont parle si souvent la direction était dû en fait au surmenage.

Il a donné l'exemple d'un service «lourd» où il faut faire manger les malades, les aider à s'asseoir à se coucher et où il n'y a que trois infirmières. Il suffit qu'une d'entre elles tombe malade pour que chacune des deux infirmières qui restent soit seule deux jours par semaine étant donné les congés hebdomadaires pris par roulement. Elle a alors des conditions de travail harassantes. D'ailleurs la preuve par neuf que l'hôpital n'est pas le Pérou même pour les

infirmiers, c'est qu'à la sortie de l'école, ou après l'expérience de quelques mois de médecine à la chaîne moins bien payée que dans le privé, beaucoup cherchent à trouver de meilleures conditions d'emploi et de salaires.

Toute les catégories de personnel sont touchées

Comment s'étonner de n'être pas toujours reçu comme il le faudrait quand on sait qu'il manque 43 employés par rapport aux prévisions de l'administration elle-même, et que certains agents de l'administration ont plus de 60 jours de repos à récupérer, ce qui fait plus de trois mois en comptant les samedi et dimanche.

Une standardiste a expliqué que le nombre d'appels est passé de 9000 à 17000

sans qu'il y ait augmentation de personnel et qu'il faut répondre à un appel tous les cinq secondes et laisser parfois de nombreux appels «en attente».

«Nous ne voulons pas travailler comme des robots» a-t-elle conclu. «Nous exigeons l'augmentation des effectifs et la diminution du temps de travail».

Une lutte qui concerne tous les travailleurs

La médecine à la chaîne et les conditions de travail de l'ensemble des employés de l'hôpital sont révélateurs des conceptions de la bourgeoisie.

Simone Weil n'a que le mot «humanisation» des hôpitaux à la bouche ; les échelons dirigeants de la hiérarchie hospitalière affectionnent le paternalisme et font volontiers appel au

dévouement».

Mais en réalité la médecine bourgeoise vise fondamentalement à réparer la «force de travail» malade pour en tirer à nouveau des profits ; et ceci au moindre prix en exploitant au maximum la grande masse des employés de l'hôpital.

Les travailleurs hospitaliers et les autres travailleurs doivent faire preuve d'une unité de lutte et d'une solidarité de classe réciproque.

Ainsi l'augmentation des effectifs et l'amélioration des conditions de travail sont des revendications qui correspondent à l'intérêt de tous. Il est indispensable que pour les obtenir les travailleurs hospitaliers aient le soutien des malades, de leur famille et de tous les travailleurs qui pourront un jour ou l'autre être hospitalisés.

C'est la lutte qu'il faut choisir LE 1er JANVIER, LES LOYERS HLM ONT AUGMENTÉ DE 6,5 %

Une fois de plus, nous recevons une lettre de Monsieur Kieffer, directeur des HLM, nous demandant poliment de nous serrer la ceinture.

Une fois de plus, notre pouvoir d'achat va être rogné par une augmentation.

Une fois de plus, les faux amis des locataires se préparent à nous faire accepter l'augmentation. L'Union de la gauche et en particulier le PCF nous appelle à lutter... pour que l'augmentation ne dépasse pas 6,5 % ! Ainsi, ils trouvent tout à fait normal et acceptable que les loyers augmentent alors que nos salaires sont bloqués.

Une fois de plus, les locataires du quartier sont devant un choix.

LA LUTTE OU LA CEINTURE !

Accepter l'augmentation pourvu qu'elle ne dépasse pas 6,5 % comme nous le demande la CNL (La Confédération Nationale des Locataires, dirigée par le PCF), ne rien faire, sous prétexte qu'on ne peut rien faire contre les augmentations, ne rien faire en se disant qu'on est seul à en avoir marre des augmentations, serrer les

poings dans ses poches sans sortir de chez soi, penser que 20 F, ça ne vaut pas le coup de se battre.

C'EST ACCEPTER DE SE SERRER LA CEINTURE

Or cette nouvelle augmentation n'est ni justifiée

Un peu partout en France, des luttes victorieuses ont été menées contre de telles augmentations : c'est la force des travailleurs, unis et résolus, qui a permis ces victoires. Or, à la ZUP, nous sommes des centaines



ni acceptable, pas plus que toutes celles qui frappent les travailleurs. C'est une nouvelle occasion pour les sociétés qui nous exploitent d'accroître leurs profits sur notre dos.

à en avoir assez d'être pris pour la poule aux œufs d'or. Il nous faut comprendre que tous ensemble, nous représentons une force qui, si elle s'organise, est capable de faire reculer les HLM.

Face au plan Barre et au Programme commun

Que proposent les communistes marxistes-léninistes de France

REUNION PUBLIQUE
SAMEDI 29 JANVIER — 18 HEURES
MAISON DU PEUPLE
GARDANNE — BOUCHÈS-DU-RHON

informations générales

Vient de paraître aux éditions du Centenaire

SUR LE MATERIALISME DIALECTIQUE

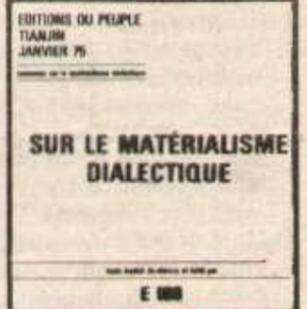
Extraits de l'avant-propos de Li Changmao, un vieil ouvrier de la bonneterie No2 de Tianjin (novembre 74).

«Pour finir, je voudrais dire comment il faut s'y prendre pour bien étudier, pour comprendre ce que l'on étudie. Le principe de base est encore de lier la théorie à la réalité. Beaucoup d'ouvriers, de paysans et de soldats, au travers de l'étude et de l'emploi de la philosophie ont eu ce sentiment : la pratique est la source de la théorie ; il n'y a qu'en se plongeant dans les trois pratiques révolutionnaires qu'on peut y voir clair et comprendre en profondeur.

Les ouvriers, les paysans, et les soldats étudient la philosophie dans le but de s'en servir pour se diriger dans les trois pratiques

Passez vos commandes par correspondance à :

E 100, 24, rue Philippe de Girard — 75010 Paris
En vente aux librairies : Les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville
La Force du livre, 33 rue René Leynaud Lyon



révolutionnaires. Si l'on veut vraiment s'approprier la philosophie marxiste, il faut, d'une part, lire pas mal de livres de Marx, de Lénine et de Mao et, dans la mesure du possible, il faut les lire systématiquement ; d'autre part, il faut s'en tenir à la directive d'étude promulguée par notre président qui nous appelle à lier la théorie à la pratique, c'est-à-dire de lier l'étude à la transformation du monde objectif et de notre propre monde subjectif.

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

Pour la souscription s'aider de la vente militante des cartes postales révolutionnaires



Commune de Paris — mars 1871

Ces cartes postales vendues au prix de 2 F chacune représentent différents aspects des luttes révolutionnaires en France et dans le monde.

L'une d'entre elles illustre le mot d'ordre «Ouvriers, paysans, employés, étudiants unis contre le capitalisme». Une autre montre un groupe de résistants en train de saboter une voie de chemin de fer durant la 2^e guerre mondiale en France. On voit François Marty commandant des FTP durant la résistance, puis fondateur du PCMLF, Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, héritier du passé révolutionnaire du P.C.F., reçu en Chine par Mao Tsé-toung et Chou En-lai.

Deux cartes postales montrent les représentants du peuple Cambodgien victorieux, et les combattants palestiniens qui mènent toujours la lutte armée pour recouvrer la Palestine. Enfin deux autres cartes ont pour sujet la Chine et l'Albanie pays qui construisent depuis maintenant des dizaines d'années le socialisme.

Il faut se servir de ces cartes postales enthousiasmantes comme moyen d'agitation propagande en même temps que pour développer la souscription.



culturel

Les 55 jours de Pékin: un film impérialiste

Remettons l'histoire à l'endroit

Encore une falsification de l'histoire à la TV, le dimanche 23 avec le film «Les 55 jours de Pékin», film à grand spectacle qui raconte «la révolte des cruels Boxers» et «l'héroïque résistance des légations étrangères» en Chine.

Ce film, tourné en 1962, fait partie de la campagne américaine contre la République populaire de Chine, au moment où les impérialistes américains commencent à s'infiltrer au Sud-Vietnam. Il nous présente les Chinois comme des sauvages d'une «cruauté inouïe» face à la «civilisation occidentale».

Depuis 1842, l'empire chinois est assiégé de toute part par les impérialistes allemands, anglais, français, russes et japonais qui aspirent à mettre sous leur domination le grand marché d'un vaste empire affaibli par l'exploitation de la paysannerie, la corruption et l'autocratie du pouvoir impérial mandchou. Déjà, après la Guerre de l'opium, les étrangers s'installent dans les ports, créent des concessions exterritoriales, morceaux de colonies sur les bords d'un pays indépendant.

La Chine : un gâteau de choix pour les puissances au 19^e siècle

Après les bombardements de Pékin, la prise en main des douanes chinoises pour payer les intérêts de la dette, c'est le débarquement des «missionnaires» catholiques et protestants (les Français y furent les plus zélés), qui parachèvent avec la croix l'œuvre des canons ! L'intrusion des étrangers, l'imposition d'une civilisation étrangère, la main-mise sur le commerce, le budget de l'empire et le déversement des marchandises européennes, provoquèrent la grande révolte de Taiping contre la féodalité mandchoue et l'intervention étrangère. Karl Marx, dès 1850 montrait que la Chine entrait dans une ère de révolution :

«Quoi qu'il en soit, on peut se réjouir que l'empire le plus ancien et le plus solide du monde ait été entraîné en huit ans, par les balles de coton des bourgeois anglais, au seuil d'un bouleversement social qui doit avoir, en tout cas, les conséquences les plus importantes pour la civilisation. Lorsque nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine, seront enfin parvenus à la Muraille de Chine, aux portes qu'ils croient s'ouvrir sur la citadelle de la réaction et du conservatisme — qui sait s'ils n'y liront pas : République chinoise, Liberté, Égalité, Fraternité.» (Nouvelle gazette rhénane No 2 février 1850).

Les idées de réformes font leur chemin et des intellectuels groupés autour de l'empereur Houang Tsu en 1898, essaient de moderniser l'armée, l'administration, les universités. Ils proposent aussi un projet de développement économique chinois mais la vieille impératrice les fait assassiner car ces réformes mineraient le système féodal.

Les sociétés secrètes prolifèrent en Chine du Nord, formes d'expression de la liberté d'opinion, qui leur est refusée. Elles se camouflent en général derrière des sociétés de gymnastique (boxe chinoise) d'où le nom de *boxeurs* donnés par les impérialistes.

Une d'entre elles, les *Boxeurs* ou les *Grands paignards* ou les *Yihotuan* (Association pour la justice et l'harmonie) défend les valeurs traditionnelles, la tradition confucéenne, le respect du pouvoir, de la famille face aux barbares étrangers. Ils recrutent parmi les couches ruinées par la pénétration impérialiste : les bateliers, porteurs, volturiers, tisserands et paysans. Ils ne remettent pas en cause la dynastie mandchoue et comme ils revendiquent l'interdiction du christianisme, la reconquête des concessions étrangères et l'expulsion des étrangers, l'impératrice se servira d'eux pour détourner le mécontentement populaire. Mais le mouvement de Yihotuan fait partie, comme le dit Mao Tsé-toung, de l'histoire du peuple chinois :

«L'histoire de la transformation de la Chine en un pays semi-colonial et colonial sous l'action de l'impérialisme allié au féodalisme chinois est en même temps l'histoire de la lutte du peuple chinois contre l'impérialisme et ses laquais.

La Guerre de l'opium, le Mouvement des Taiping, la guerre sino-française, la guerre sino-japonaise, le Mouvement réformiste de 1898, le Mouvement des Yihotuan, la Révolution de 1911, le Mouvement du 4 Mai, le Mouvement du 30 Mai, l'expédition du Nord, la guerre révolutionnaire agraire et la présente

guerre de résistance contre le Japon sont autant de témoignages de l'indomptable esprit de résistance du peuple chinois qui refuse de s'incliner devant l'impérialisme et ses laquais.» (1939, tome 2 : «La révolution chinoise et le Parti communiste chinois»)

La révolte

De 1898 à 1900, le mouvement anti-étranger gagne le Chantoung par une agitation antichrétienne. Yuan Che-kai, chef des armées

15 000 hommes. Les 13 délégations, au terme d'un siège de 55 jours, sont «délivrées» en août par les japonais, les Anglais et les russes. Les Français ne voulant pas arriver les derniers, obligent les troupes à une marche forcée. L'impératrice s'enfuit, Pékin est occupé, livrée au pillage.

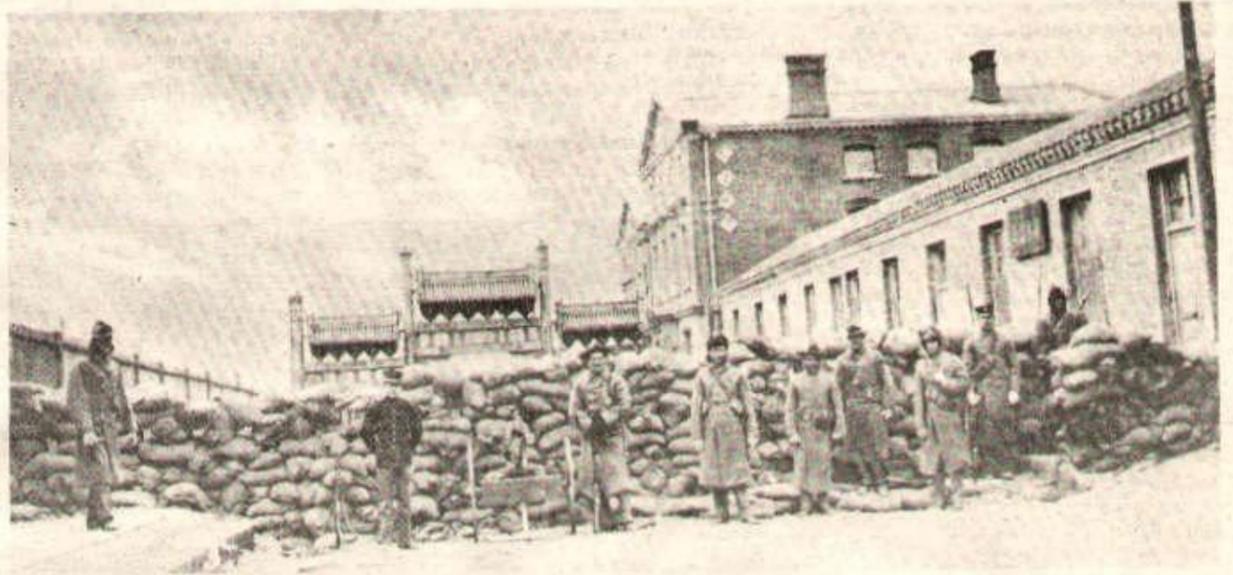
La répression est terrible : des villages rasés, des milliers de cadavres flottent sur le fleuve, des charniers sont découverts. Les troupes impérialistes massacrent, décapitent et prennent des «photos souvenirs» !

— à laisser le contrôle des voies ferrées aux étrangers et leur permettre l'installation de garnisons à Pékin et Tien Tsin.

Mais si les conséquences sont terribles dans l'immédiat, il se trouve que cette révolte fut la dernière du genre avant la Révolution de 1911 : la dynastie mandchoue y a montré sa totale incapacité et sa trahison (les impérialistes «remontent» l'impératrice sur le trône pour récompense de sa bonne volonté) ; les mythes religieux et les slogans xénophobes ont

échoué, le peuple chinois va se tourner vers une autre voie : en 1905, Sun Yat Sen lance les bases des trois principes du peuple : Indépendance du peuple, Souveraineté du peuple, Bien être du peuple.

La Révolution est en marche.



Une barricade dans la rue des Légations (illustration du Peuple français)

impériales chasse les Yihotuan du Chantoung sur l'exigence des Européens. Du coup, le soulèvement gagne les provinces du Hopei, Chansi et Pékin (Chine du Nord). A Pékin, il y a 13 légations étrangères avec 1 100 colons qui forment des territoires soustraits à l'autorité impériale. Les Boxers entreprennent des actions diverses : brûlent les stations de chemin de fer, lynchent et coupent en morceaux les chrétiens chinois et européens, assiègent le quartier des légations, brûlent temples, églises, banques et maisons de commerce. La population chinoise est favorable, même si elle participe très peu ; certains régiments aussi car l'armée doit riposter à une attaque de l'armée allemande. L'armée était restée «neutre» jusqu'à présent, bien que son chef Yuan Che-kai voulût l'employer au service des impérialistes.

Comme elle se range dans le camp des révoltes, l'impératrice expulse les diplomates étrangers et déclare ainsi la guerre aux occupants.

La réaction des impérialistes

Le quartier des conces-

Une campagne raciste de presse développe le thème du «péril jaune» appelant au génocide de toute la population chinoise. «Pas de grâce pas de prisonniers» déclare Guillaume II, tandis que le journal français *«Le soir»* ajoute que «cela ne finira que lorsque l'on aura fait

à coups de canons une belle purée mandarine». Tous sont terrorisés par le fait que 450 millions de Chinois pourraient se réveiller. Les socialistes français montrent déjà leur bout de nez social-impérialiste : aucun ne dénonce l'intervention en Chine et n'insistent pas pour qu'un débat ait lieu au parlement sur ce sujet. Leur prise de position pour la guerre impérialiste en 1914 n'étonnera donc personne.

L'Internationale socialiste, si elle ne prend pas partie pour les Boxers, inscrit la question coloniale à l'ordre du jour, et fait voter une motion condamnant «le colonialisme et les crimes et cruautés sans nombre envers les races indigènes des colonies conquises par la force des armes».

La répression

Enfin les impérialistes taisent leurs querelles internes : la France envoie

Les conséquences de la défaite des Boxers et de l'armée chinoise sont très lourdes pour le peuple. Les impérialistes imposent un traité appelé : «Protocole des Boxers» qui oblige l'Empire :

- à payer une indemnité de 450 millions de dollars.
- à interdire les activités anti-étrangères, à exécuter les fonctionnaires alliés aux Boxers.
- à arrêter les importations d'armes, démanteler les forts

La Révolution est en marche.

La Révolution est en marche.

Bibliographie :
La révolte des Boxers, le Peuple français No 17
Les Sociétés secrètes en Chine, Jean Chesnaux, collection Archives.

Petite chronologie :

- *1838-1840 : Guerre de l'opium : la Grande-Bretagne obtient le droit d'importation de l'opium.
- *1850-1864 : la révolte des Taiping contre les propriétaires fonciers, la dynastie mandchoue et pour des réformes. Ils sont écrasés par l'armée chinoise alliée aux britanniques et à des mercenaires français et américains.
- *1867 : Naissance de Sun Yat Sen à Canton.
- *1883-85 : guerre franco-chinoise : la Chine cède des concessions.
- *1893 : naissance de Mao Tsé-toung dans le Hounan.
- *1894-95 : guerre sino-japonaise : la Chine cède Formose et la Corée.
- *1898 : «Réformes des 100 jours» de l'Empereur Hoang Hsu.
- *1900 : Révolte des Boxers (mai à août).
- *1904-1905 : guerre russo-japonaise : le Japon s'empare des possessions russes en Chine.
- *1911 : chute de la dynastie mandchoue, proclamation de la République, Sun Yat Sen en est le président.

L'Humanité Rouge

La Chine après Mao Tsé-toung

C'EST TOUJOURS LA CHINE DE MAO TSE TOUNG

Le camarade Houa Kouo-feng n'allait jamais se départir de l'attitude révolutionnaire marxiste-léniniste qui lui valait l'estime des masses populaires du Hounan et les éloges du Président Mao Tsé-toung dès les années 60.

Déjà expérimenté dans l'application de la ligne fondamentale du Parti pour toute la période d'édification socialiste, il comprit l'importance gigantesque des deux mots d'ordre de Mao Tsé-toung pour développer la révolution et l'économie socialiste «Prendre exemple sur l'exploitation pétrolière de Taking pour l'industrie et sur la brigade de production de Tatchai dans l'agriculture».

Au cours de l'année dernière, il combattit le contre-courant qui mettait en cause les conclusions justes de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, en défendant la ligne du Président Mao.

Rappelons que cette tendance de droite consistait à mettre sur un pied d'égalité les trois axes de l'édification socialiste, la lutte de classe, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique niant ainsi le rôle dirigeant de la politique, niant que «la lutte de classe est l'axe qui entraîne tout le reste».

Quant à la ligne des Quatre, elle consistait à nier le lien dialectique entre révolution et production : selon les Quatre, il suffisait de «faire la révolution» (à leur manière bien sûr) pour qu'automatiquement et mécaniquement le développement de la production suive. Cela a eu des conséquences très néfastes.

A l'inverse de ces lignes erronées, la ligne du président Mao Tsé-toung appliquée par le président Houa Kouo-feng consiste à «faire la révolution et promouvoir la production» en distinguant le rôle moteur de la lutte de classe. Le président Houa a expliqué de façon concrète et détaillée comment remporter des succès dans l'application de cette ligne.

Il participa en octobre 1975 à la Conférence Nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture et y prononça au nom du CC du PCC un rapport intitulé «Mobiliser tout le Parti, développer en grand l'agriculture et mener le combat pour généraliser les districts de type Tatchai».

Ce rapport est important pour bien comprendre les tâches et la lutte du Parti Communiste Chinois dans les campagnes. Ce rapport fut approuvé par le Président Mao mais sa diffusion et son application furent entravées par la bande des Quatre.

On pourrait énumérer d'autres exemples où le camarade Houa Kouo-feng a montré comme les grands dirigeants prolétariens notamment Mao Tsé-toung et Chou En-lai que tout en regardant et en désignant inlassablement l'avenir radieux, il savait avoir les pieds solidement par terre.

C'est bien en connaissance de cause que le président Mao a proposé Houa Kouo-feng pour lui succéder à la tête du Parti Communiste Chinois.

Nul, sans doute plus que Mao Tsé-toung lui-même ne mesurait la portée d'une telle décision. Car s'il a toujours souligné que «le peuple seul est la force

motrice de l'histoire universelle» le président Mao a toujours également marqué l'importance des dirigeants.

Lénine aussi avait parlé plusieurs fois de cette question des dirigeants prolétariens surgis de la lutte de classe, du mouvement révolutionnaire des masses et reconnus par les masses, des dirigeants qui incarnent les intérêts et la volonté du peuple, et il disait même que si tels dirigeants manquent, «la dictature du prolétariat, l'unité de sa volonté est une phrase creuse». («Lettre aux communistes allemands»)

Car nul ne s'autoproclame dirigeant d'un parti prolétarien. C'est seulement dans les grandes luttes de classe, dans les tempêtes révolutionnaires, dans les mo-



Après le tremblement de terre de Tangshan, le camarade Houa Kouo-feng en discussion avec les cadres et les mineurs d'une mine de charbon à Fangshan : il les encourage à travailler dans l'unité et à rétablir la production aussitôt que possible (août 76).

ments de crises que se révèlent les chefs qui sont reconnus par les masses.

Cette année a été l'année la plus difficile de la Chine depuis la naissance de la Chine nouvelle : sur le terrain s'est développé le contre-courant qui remettait en cause la Grande Révolution Culturelle et surtout la ligne de gauche en apparence mais d'extrême droite en fait, de la bande des Quatre.

La ligne de la bande des Quatre en sabotant l'édification socialiste, en désorganisant la production, en frappant à tour de bras, renforçait le terrain pour le courant déviationniste de droite.

En abattant d'un seul coup, d'un seul, comme disent avec admiration les masses populaires chinoises, la bande des Quatre, le Président Houa Kouo-feng n'a pas seulement exaucé l'aspiration des larges masses, il a aussi porté un rude coup au courant déviationniste de droite.

On aurait tort de croire que la critique de la bande des Quatre, ces pseudo-porte-drapeaux de la Révolution Culturelle, a affaibli la critique des conceptions erronées remettant en cause les acquis et les conclusions de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. C'est le contraire qui est vrai.

Au cours de cette année le président Houa Kouo-feng a fait preuve à la fois de clairvoyance, d'esprit de décision et de fermeté de caractère dans le cadre d'une lutte de classe extrêmement aigüe et difficile... les Quatre s'étaient arrogé le contrôle de l'information et ils avaient établi de multiples contacts pour tout contrôler.

Conscient de ses responsabilités immenses quand on songe à l'impressionnante tâche de succéder au président Mao et de diriger en grand parti et un grand pays de 800 millions d'habitants, le président Houa Kouo-feng a su agir à temps sans qu'une goutte de sang ne soit versée et avec l'appui des larges masses du peuple chinois.

notre Parti et les communistes marxistes-léninistes de France. Dans la lutte commune, nous nous accordons toujours aide et soutien et nous apprenons les uns auprès des autres. Nos rapports sont fondés sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien.

Et il a ajouté : «Les communistes marxistes-léninistes de France se tiennent depuis toujours au marxisme-léninisme, s'emploient à lier la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution française, luttent inlassablement contre le révisionnisme moderne et les deux superpuissances, contre la bourgeoisie monopoliste de leur pays et pour la réalisation du socialisme en France. Nous nous en réjouissons du fond du cœur et nous vous exprimons nos félicitations chaleureuses».

Ainsi le camarade Li Sien-nien soulignait-il que pour le Parti communiste chinois le soutien aux classes révolutionnaires du monde entier contre les classes oppresseuses n'est nullement contradictoire avec la stratégie et la tactique fondées sur l'analyse des trois mondes.

Au contraire, cette stratégie et cette tactique sont un puissant levier de la révolution mondiale.

Les phrases prononcées par le camarade Li Sien-nien, au nom du Comité central du Parti communiste chinois, furent un grand encouragement pour notre délégation. Elles témoignaient de la confiance du grand Parti communiste chinois frère dans l'avenir du marxisme-léninisme dans notre pays.

D'ailleurs au moment de quitter le sol de cette grande base-arrière des prolétariats et peuples révolutionnaires du monde, nous apprenions que les images de notre rencontre avec le président Houa étaient déjà, deux jours après, diffusées dans toute la Chine : trois jours de suite, elles passèrent aux actualités télévisées et un documentaire en couleur était projeté dans des salles de cinéma...

Une dernière preuve en somme de la volonté du Parti communiste chinois dirigé par le président Houa Kouo-feng de poursuivre ardemment, dans la voie de l'internationalisme prolétarien, l'œuvre entreprise par le président Mao, le camarade Chou En-lai et les autres dirigeants décédés.

Tout ce que nous avons vu et entendu jusqu'au dernier moment nous confortait dans l'idée que la Chine après Mao Tsé-toung c'est toujours la Chine de Mao Tsé-toung, sous la direction du président Houa et du Comité central du Parti communiste chinois.

Aussi à tous les camarades et amis qui se posaient des questions à notre départ nous fûmes décidés à recommander sérieux et clairvoyance face à la campagne antichinoise et anticommuniste en cours en France. Aujourd'hui, soutenir la dictature du prolétariat en Chine, soutenir la continuation de la révolution chinoise, c'est soutenir, comme hier, le Comité central du Parti communiste chinois ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng.

Etre actif dans ce soutien, c'est une question d'une grande importance pour l'avenir de la révolution mondiale.

FIN